

Le mardi 18 novembre, le Général Fabien Mandon, chef d'état-major des armées s'est adressé au congrès des Maires de France pour leur signifier que devant une situation internationale qui se dégrade, que le pays devait « *préparer la population aux futurs conflits, pour que le pays soit prêt, d'ici 3 à 4 ans et qu'il ait la force d'âme d'accepter le risque de perdre ses enfants et de souffrir économiquement* ».

Ces mots terribles engagent directement la responsabilité du Président de la République, puisque le chef d'état-major des armées est placé directement sous son autorité.

Alors que le capitalisme, à bout de souffle, est plongé dans une profonde crise cyclique et structurelle, ses valets les plus zélés veulent nous précipiter dans la guerre, afin d'assurer sa survie.

En nous proposant comme seul avenir la ruine sociale et l'affrontement militaire, Emmanuel Macron, les dirigeants occidentaux et toutes les autres incarnations d'un système capitaliste prédateur, veulent anéantir toute perspective de changement progressiste de société.

Car c'est bien le président de la République qui a déclaré la guerre à son propre peuple :

- ↳ Guerre contre les pauvres,
- ↳ Guerre contre les immigrés,
- ↳ Guerre contre les services publics,
- ↳ Guerre contre les aspirations des citoyennes et citoyens à vivre dans une société démocratique, libre, fraternelle et égalitaire.

C'est pourquoi les syndicats présents au Comité Général de l'Union Départementale des syndicats CGT de la Gironde, ne permettront jamais que nos enfants servent de chair à canon dans leurs guerres impérialistes.

Le Comité Général condamne cette manipulation par la peur et affirme :

- ↳ Nous n'accepterons jamais que l'on touche à nos enfants et petits enfants
- ↳ Nous n'accepterons jamais ces préparatifs à la guerre
- ↳ Nous n'accepterons jamais la guerre et militerons toujours pour la paix
- ↳ Nous n'accepterons jamais les sacrifices sociaux pour aller en guerre
- ↳ Nous n'accepterons jamais la répression de celles et ceux qui luttent pour un monde meilleur
- ↳ Nous n'accepterons jamais l'inacceptable

Et en ce 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, le Comité Général tient à rappeler que l'inacceptable c'est de compter tous les jours nos mortes. L'inacceptable serait que le budget de l'État voulu austéritaire, se fasse au détriment des moyens à allouer pour lutter contre ce fléau.

.../...

L'inacceptable c'est de voir notamment en Gironde une ou un salarié mourir au travail tous les 15 jours. Alors que les CHSCT ne sont pas rétablis et que nos revendications portées tous les 28 avril sur cet autre fléau, restent sans réponse.

L'inacceptable en réalité, c'est que les choix économiques et politiques faits notamment par le patronat et les dirigeants politiques pour préserver les plus riches, alimentent la pauvreté qui tue chaque jour des travailleuses et travailleurs, des privé.es d'emploi, et des retraité.es.

La guerre est déjà là, elle est sociale !

Ce que nous voulons, c'est de l'argent pour l'école, pour les hôpitaux, pour les besoins sociaux et pour les services publics.

Nos intérêts de classe nous ordonnent au contraire de mener une bataille sans merci contre le capital, et d'aller vers une reconquête sociale où chaque centime arraché par les travailleuses et les travailleurs, n'ira pas alimenter leur économie de guerre.

Ces propos qui choquent le peuple et sèment la peur dans notre pays, sont une annonce qui est faite tout d'abord pour préparer les citoyennes et citoyens au sacrifice économique.

Par nos luttes et par nos combats syndicaux, nous mettons la lumière vers un avenir de paix entre les peuples, le désarmement et les droits de l'Homme.

Nous n'aurons de cesse de nous mobiliser pour que nos enfants et les générations futures se baignent dans un océan de bonheur, jamais dans leur propre sang.

Le Comité Général réaffirme sa solidarité avec les peuples du monde entier dont les femmes, hommes, enfants, aspirent toutes et tous à vivre en paix.

Bordeaux, le 25 novembre 2025